

Un débat mouvementé
à la Chambre à pro-
pos du traité de paix.

C'EST CE MATIN QUE L'ON DOIT FUSILLER PIERRE LENOIR

EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.225. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes. « Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON
Pierre Lallitte, fondateur. Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 15.00. — Adresse télégr. : Excel-Paris. 40, rue d'Enghien, Paris.

VENDREDI
 19
 SEPTEMBRE
 1919















En quoi consiste le
souverain bien ? Dans la
volonté ferme d'être ver-
tueux et dans le charme
de la conscience qui
jouit de la vertu.
DESCARTES.

LES ÉTAPES DE L'EFFONDREMENT DE NOTRE CHANGE

CE QUE VALAIT ET CE QUE VAUT NOTRE UNITÉ MONÉTAIRE -- LE FRANC -- A L'ÉTRANGER









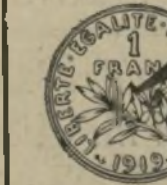




Avant la déclaration
de guerre

30 JUIN 1914

FRANCE	ÉTATS-UNIS	ESPAGNE	SUISSE	SUÈDE	HOLLANDE	NORVÈGE
 1 fr.	 1.004	 1.037	 1.001	 1.004	 1.004	 1.004
ANGLETERRE	DANEMARK	GRÈCE	BELGIQUE	ITALIE	ALLEMAGNE	AUTRICHE
 1.002	 1.004	 1.	 1.008	 1.003	 1.007	 1.018









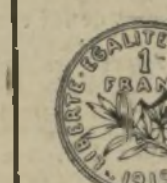
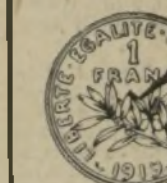
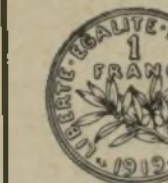



Au lendemain de
l'armistice

12 NOVEMBRE 1918

FRANCE	ÉTATS-UNIS	ESPAGNE	SUISSE	SUÈDE	HOLLANDE	NORVÈGE
 1 fr.	 0.951	 0.95	 0.922	 0.904	 0.914	 0.925
ANGLETERRE	DANEMARK	GRÈCE	BELGIQUE	ITALIE	ALLEMAGNE	AUTRICHE
 0.972	 0.94	 0.96	MANQUE	 1.157	 1.67	 2.826




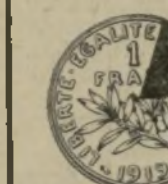


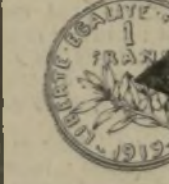

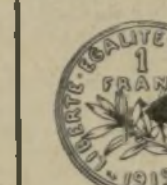


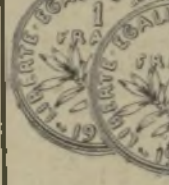
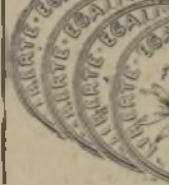
Première réunion
de la Conférence

19 JANVIER 1919

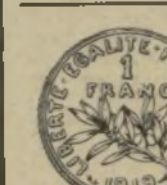







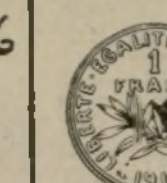
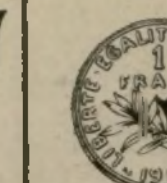


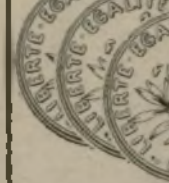
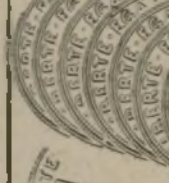
FRANCE	ÉTATS-UNIS	ESPAGNE	SUISSE	SUÈDE	HOLLANDE	NORVÈGE
 1 fr.	 0.948	 0.91	 0.892	 0.877	 0.908	 0.907
ANGLETERRE	DANEMARK	GRÈCE	BELGIQUE	ITALIE	ALLEMAGNE	AUTRICHE
 0.97	 0.954	 0.957	 1.042	 1.162	 1.829	 3.15

Signature de la Paix
avec l'Allemagne

28 JUIN 1919

FRANCE	ÉTATS-UNIS	ESPAGNE	SUISSE	SUÈDE	HOLLANDE	NORVÈGE
 1 fr.	 0.80	 0.787	 0.837	 0.836	 0.834	 0.854
ANGLETERRE	DANEMARK	GRÈCE	BELGIQUE	ITALIE	ALLEMAGNE	AUTRICHE
 0.848	MANQUE	 0.846	 1.04	 1.243	 2.55	 4.88

DERNIERS
COURS

FRANCE	ÉTATS-UNIS	ESPAGNE	SUISSE	SUÈDE	HOLLANDE	NORVÈGE
 1 fr.	 0.566	 0.597	 0.61	 0.631	 0.641	 0.647
ANGLETERRE	DANEMARK	GRÈCE	BELGIQUE	ITALIE	ALLEMAGNE	AUTRICHE
 0.666	 0.667	 0.694	 0.995	 1.14	 3.66	 8.10

L'effondrement de notre change prend des proportions tout à fait inquiétantes. Alors que, partout, même en Italie et en Belgique, l'unité monétaire marque un mouvement ascendant, dont témoigne d'ailleurs notre tableau, l'unité monétaire française — le franc — vaut chaque jour moins que la veille sur le

marché étranger. Les listes de change publiées par les journaux n'établissent pas la valeur du franc sur les places étrangères, et il faut faire des calculs relativement compliqués pour l'obtenir. Nous avons éta-
bli ici, exactement, cette valeur, aux différentes dates significatives depuis le 30 juin 1914 jusqu'à ce jour.

A LA CONFÉRENCE DE PARIS

LA REMISE DU TRAITÉ
BULGARE, CE MATIN,
AU QUAI D'ORSAY

Rappelons que cet acte prévoit la réduction de l'armée à 20.000 hommes, la perte de la Thrace, et une indemnité, à titre de réparations, de 2.250.000.000 de francs.

Le Conseil suprême des Alliés a continué, hier, l'examen de la situation compliquée des provinces balkaniques.

Le 5 octobre 1915, après une période de négociations au cours desquelles le tsar Ferdinand ne cessa de berner les chancelleries de l'Entente, le président du Conseil bulgare, M. Radoslavov, jeta le masai en refusant de répondre à l'ultimatum que lui avait adressé la Russie. La Bulgarie, qui venait d'obtenir des concessions territoriales immédiates en Turquie, entra en lice aux côtés des puissances centrales. Le moment était bien choisi : notre offensive d'Artois avait échoué ; nos opérations aux Dardanelles n'avaient pas



M. THEODOROFF

connu le succès espiéré, et la Russie commençait à être épuisée.

Les conséquences de cet événement devaient être d'une extrême gravité pour les Alliés. Dès le 12 octobre, les Serbes étaient attaqués de trois côtés à la fois. Mackensen et von Gallwitz voyaient ajouter à leurs 300.000 hommes les trois armées bulgares de Jékov. Péniblement, pour aller au secours de la Serbie, à fin octobre, nous arrivions à former, sur le bas Vardar, un corps expéditionnaire de quatre divisions : une anglaise et trois françaises. L'équilibre des forces était rompu d'une manière écrasante en faveur des empires centraux, et notre petite mais vaillante alliée succombait en peu de temps sous leurs coups. Quelques semaines plus tard, à peine, sa perte était consommée, et la retraite de ce qui restait de son héroïque armée fut l'un des plus tragiques épisodes de la guerre.

Le claquement, pour être tardif, devait être inévitable. C'est sur le front bulgare que, trois ans plus tard, devait être réalisé le problème de la percée. La prise du Dobro-pole, la formidable citadelle naturelle qui se dresse entre les lacs d'Ohrida et Doiran, devait, le 15 septembre 1918, préparer l'effondrement de la coalition allemande : elle fut consommée, quinze jours plus tard, lorsque la Bulgarie fut soumise à l'entière discrétion du général Franchet d'Espèrey.

Aujourd'hui, les Bulgares vont connaître la sanction des Alliés ; on leur remettra ce matin les conditions auxquelles ils devront souscrire pour réparer, si tant est qu'une telle réparation soit possible, leur agression de 1915.

Leur armée, qui constituait leur orgueil, sera réduite à 20.000 hommes ; leurs armées, leurs munitions devront être remises à l'Entente. Les parties de la Thrace qu'ils détenaient seront restituées à la Grèce, tandis qu'il ne leur sera laissé sur la mer Egée qu'un débouché économique, dont le statut sera ultérieurement réglé. Ils devront enfin payer une indemnité de deux milliards deux cent cinquante millions. Moyennant quoi, ils pourront travailler à reconstituer leur patrimoine national, qu'une politique autre que celle du tsar Ferdinand et de ses ministres n'aurait fait que consolider.

La remise du traité bulgare aura lieu à 10 h. 30, dans la grande salle à manger du Quai d'Orsay, en présence des Cinq et d'une assistance des plus restreintes. M. Theodoroff, dit-on, prononcera une allocution, et ce sera tout.

Jean MENEVAL.

Le Conseil des Cinq, comprenant MM. Pichon, Polk, sir Eyre Crowe, Soloviev et Matsui, s'est occupé du Spitzberg, et a pris connaissance d'un rapport du général Gough sur la situation des affaires balkaniques.

Cette situation est assez embrouillée à l'heure actuelle. Il y a, en effet, l'affaire von der Goltz. Le général allemand, en dépit des sommations répétées des Alliés, ne semble pas disposé à évacuer les territoires qu'il occupe, sous prétexte d'assurer la protection des provinces balkaniques. La presse allemande, d'autre part, attaque énergiquement en lui prêtant des projets réactionnaires. Ces attaques sont soupçonnées, dans les milieux de l'Entente, de n'être qu'un habile « camouflet » des intentions réelles de l'Allemagne, qui verrait dans les provinces balkaniques une compensation pour les pertes territoriales que lui impose le traité de Versailles. Et c'est en qui explique le soin avec lequel les Alliés suivent le développement des événements dans cette partie de l'Europe.

LEÇONS par Correspondance
53, Rue de Rivoli
PARIS
Commerce, Comptabilité, Sténographie, Langues, etc.
Préparation aux Brevets et aux Baccalauréats.

L'ÉTAT DES FINANCES DE LA FRANCE

NOTRE CHANGE SUBIT UNE CRISE
COMMENT ON PEUT LA CONJURER

Des spécialistes en la matière nous disent les causes de la situation actuelle de notre change et les remèdes à y apporter, notamment : Remettre de l'ordre dans nos finances, n'importer que le strict nécessaire, et parvenir à une entente financière avec les Etats-Unis pour des crédits à long terme.

La crise du change est une des questions les plus graves du moment. Elle pèse lourdement sur la vie nationale, effrayant les uns, paralysant les efforts des autres. Tous les esprits sont tournés vers ceux qui ont la charge difficile de conduire nos affaires économiques au milieu du danger et se demandent de quoi demain sera-il fait. Nous croyons à la fois répondre à ces préoccupations et rassurer ces inquiétudes en publiant les résultats d'une enquête à laquelle nous nous sommes livrés sur la situation de notre change et sur les moyens propres à l'améliorer. Par les réponses qui nous ont été faites dans les milieux compétents, on verra que, pour ardu qu'il soit, le problème n'est pas insoluble, et qu'il y a lieu d'avoir une absolue confiance en l'avenir.

UN HAUT FINANCIER FRANÇAIS

— La principale cause de la crise est connue, et le ministre des Finances vient de la rappeler à la tribune de la Chambre : notre balance d'importations est de dix milliards pour les six premiers mois de 1919, et rien ne semble indiquer que le résultat des six derniers mois doive être différent. Le change est une marchandise comme une autre, comme le blé ou la pomme de terre, une marchandise qu'on est obligé de se procurer pour payer à l'étranger. Or, nous n'en avons pas. Pourquoi ? Parce que nous n'exportons pas. Il nous faut payer dix milliards, et nous n'avons rien pour les payer. Il n'est donc pas surprenant que les changes montent.

Comment obvier à cette situation critique ? Plusieurs moyens s'offrent à nous : exporter, obtenir du crédit et restreindre nos importations au strict nécessaire. Mais nous aurons besoin de change, moins il montera. On devrait également, autant que possible, ne laisser entrer chez nous que ce que nous pouvons réexporter.

Il y aurait lieu aussi d'envisager de quelle façon nous pourrions effectuer certains achats dans les pays ennemis, où le change nous favorise grandement, sans que cela pût gêner en quoi que ce soit notre commerce et notre industrie. Peut-être ainsi notre créance serait-elle mieux garantie.

Notre dette

« Demandons-nous maintenant comment nous pourrions payer ce que nous devons à l'Amérique et à l'Angleterre, laquelle, soit dit entre parenthèses, ne se trouve pas dans une situation beaucoup meilleure que la nôtre vis-à-vis de l'Amérique. La balance commerciale sera contre nous pendant des années. Nous n'exporterons pas avant longtemps dans des proportions assez importantes pour rétablir la balance en notre faveur. Dans ces conditions, il ne nous reste qu'une ressource : nous entendre avec l'Amérique. C'est elle qui tient la clef du problème, puisque c'est elle qui a tout l'argent. Mais les Américains refusent de nous consentir d'importants crédits à long terme, et leur public n'est pas encore fait à l'idée d'acheter des valeurs européennes. C'est que nous nous deservons nous-mêmes auprès d'eux en ne cessant de raconter à tort et à travers que nous sommes à la veille de la faillite. Mais le gouvernement peut prendre l'initiative d'une entente avec l'Amérique, il le doit, et il a des chances de réussir.

Une hypothèse

« Si, en effet, les choses devaient continuer à marcher du même train, nous finirions par ne plus avoir d'argent, et, par conséquent, nous ne pourrions plus importer. Ainsi le change manquera-t-il totalement, et l'Amérique, qui aurait, elle, tout l'argent, ne pourrait plus rien exporter. Elle se trouverait dans un embarras inextricable, et le coût de la vie augmenterait chez elle d'une façon fantastique, l'argent n'ayant plus de valeur. L'Amérique n'ignore point cette éventualité redoutable, elle a intérêt à ne point s'y exposer, et par suite, à prêter l'oreille aux propositions que lui fait le gouvernement français et les autres gouvernements qui ont besoin de l'aide américaine.

« De notre côté, sachons mériter qu'on s'entende avec nous. Rétablissons l'ordre dans nos finances. Ayons le courage de lever des impôts suffisants pour gager nos emprunts. En un mot, sachons inspirer confiance, et nous obtiendrons de la Federal National Bank quelle ne fasse plus de difficultés pour nous accorder des crédits à long terme, et pour nous rembourser les crédits à trois mois. Mais, encore

une fois, entendons-nous avec les Américains, et que notre gouvernement s'emploie à cette tâche urgente. »

UN CHEF DU SERVICE DU CHANGE
DANS UNE BANQUE ANGLO-SUD-AMÉRICAINE

C'est au milieu de l'agitation fiévreuse d'une grande banque, où se traitent la plupart des affaires avec l'Angleterre et l'Amérique du Sud, qu'un spécialiste de la question du change, M. Blaser, nous a résumé, hier, la situation.

Pour nous, la crise actuelle semble procéder de deux sortes de causes différentes. A la base, il faut rappeler la situation économique de la France, l'invasion et la destruction de régions industrielles jadis des plus prospères. A cela s'ajoutent toutes les conséquences connues de la guerre : diminution de la main-d'œuvre, manque de matières premières, manque de transports et de fret.

Enfin, on ne peut passer sous silence la série de grèves qui ont réduit la production déjà si amoindrie.

Mais, tout cela, la France le subit depuis l'armistice, et à peu près. La cause nouvelle, immédiate, c'est une panique qui s'est manifestée, surtout depuis un mois, sur les marchés neutres en particulier.

Cette panique, que l'on ne peut pas nier, doit être attribuée au fait que certaines personnes « ont vu soudain en noir », selon une expression courante en Bourse.

Certains s'inquiétaient depuis longtemps de la situation économique générale de la France. Et ces esprits, en proie à une certaine anxiété, ont été brusquement frappés par quelques nouvelles jetées trop bruyamment dans la circulation : le chiffre considérable des importations par rapport aux exportations, par exemple. Les nouvelles, des bruits plutôt de nature politique, de remise de la signature du traité de paix, gêne sociale, vont autant de prétextes à perdre confiance pour des personnes quelque peu timorées et qui ne connaissent peut-être pas suffisamment tout le ressort de la France.

Croyez-vous possible une manœuvre, une spéculation quelconque à l'origine de la panique ?

On ne peut jamais affirmer que des manœuvres occultes n'aient pas été tentées par quelques spéculateurs ; mais, rassurez-vous, nul n'est assez fort pour ruiner le crédit d'un pays quand il travaille et produit.

Voyez-vous des remèdes pratiques à la crise ?

En dehors des mesures qu'impose la constatation des causes de crise que je viens de vous rappeler, on peut ajouter qu'il faut s'efforcer de diminuer la circulation des billets de banque, favoriser le commerce en supprimant surtout les entraves multiples comme à plaisir par la bureaucratie, toute-puissante en France. A notre point de vue spécial de banquiers traitant surtout avec les pays alliés et neutres, nous pouvons attirer l'attention sur les possibilités grandioses. Le mot n'est pas trop fort, d'un emprunt à lois. On objecte à cela que de petites nations tirent leurs ressources de moyens analogues. Une fausse paille doit-elle, dans un moment de crise, refaire une grande nation d'employer des mesures parce qu'elles réussissent à des nations plus faibles ? Nous ne le pensons pas. Un emprunt semblable remporterait à coup sûr un succès considérable à l'étranger, tous les spécialistes vous le diront. N'est-ce pas là l'essentiel ?

L'aide de nos Alliés

Nos alliés, et sans doute aussi les neutres qui font des affaires avec la France, souhaitent l'amélioration de notre change ; croyez-vous que l'Amérique et l'Angleterre puissent trouver un moyen efficace de nous aider ?

L'Angleterre, pourtant très éprouvée elle-même, et, surtout, l'Amérique apportent un appui à la France, et elles feront tout leur possible pour l'aider quand les causes profondes de la crise disparaîtront, lorsque la production, en un mot, reprendra avec l'ardeur nécessaire.

Quelle serait la mesure la plus urgente pour stabiliser la situation ?

La ratification des traités de paix.

UN REPRÉSENTANT DE FABRIQUES ANGLAISES

Le représentant à Paris de grandes fabriques anglaises de tissus nous a fait comprendre, en quelques mots, quelles sont les répercussions immédiates du change sur les affaires, et par voie de conséquence, sur l'ensemble du marché.

Il y a là une situation fâcheuse, bien

faite pour influencer, en dernier lieu, le prix de la vie : nous vendons nos marchandises en livres. Le jour où les clients régleront leurs factures, ce qui revient à acheter de la livre avec de l'argent français, au lieu de payer celle-ci 25 fr. 20, ils sont obligés de déboursier 37 fr. 83, ils perdent donc la différence, soit 12 fr. 63, ou 50 fr. 32 pour 100. Un client nous a versé, hier, 100.000 francs : cela correspond à une perte de 50.320 francs qu'il a dû reporter sur sa marchandise pour calculer son prix de revient. Voilà pour les importations.

En ce qui concerne les exportations, je connais un gros acheteur américain qui a été contraint de repartir les mains vides. Nulle part il n'a trouvé, chez nous, de stocks à emporter. Il voulait notamment de la dentelle et des soieries. Les fabricants manquent de mains, et leur production répond à peine à nos besoins intérieurs. Nous avons, par conséquent, d'une part, recours à l'étranger, et d'autre part, nous ne pouvons donner en échange que de l'argent déprécié. C'est cette rupture d'équilibre entre les importations, trop nombreuses, aggravées de lourdes surtaxes, et les exportations insuffisantes, et dont l'accroissement est, pour le moment, impossible, qui est la cause d'une crise qui tend à paralyser la vie nationale.

POUR ENCOURAGER L'EXPORTATION

M. Clavelle, ministre des Travaux publics, vient d'adresser aux différents réseaux la note ci-jointe :

A plusieurs reprises, votre attention a été appelée sur la nécessité d'accorder des priorités spéciales aux marchandises destinées à l'exportation.

En donnant la hausse continue du change, il est indispensable que la France augmente, par tous les moyens, la quantité de marchandises expédiées à l'étranger.

Je vous prie, instantanément, d'avoir égard à ces considérations, et de fournir dans tous les cas, à moins d'impossibilité absolue, le matériel destiné aux marchandises d'exportation.

LES BIENS ENNEMIS
SERONT LIQUIDÉS

Le Sénat a adopté, hier, le projet déjà voté par la Chambre.

Le Sénat a voté, hier, un certain nombre de crédits, dont ceux demandés en vue de l'amélioration des traitements des fonctionnaires de l'enseignement technique du ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.

Puis, après l'adoption d'un projet qui permet aux gardes forestiers de dresser procès-verbal en cas de délit de chasse, même en dehors des cours d'eau et des bois soumis au régime forestier, il a examiné le projet de loi relatif à la liquidation des biens faisant l'objet d'une mesure de séquestration de guerre, projet dont il a voté les divers articles et l'ensemble.

Au cours de la discussion, M. Nail, garde des Sceaux, a indiqué que 16.620 mises sous séquestre ont été prononcées en France depuis 1914.

Les biens séquestrés représentent, a-t-il dit, une valeur approximative d'un milliard et demi. D'autre part, 165.885 déclarations de biens et valeurs ennemis en possession de nos nationaux ont été effectuées en application de la loi du 22 janvier 1916. Tout cela représente entre les mains de la France un gage important pour la réparation des dommages à nous causés par l'Allemagne.

M. Herriot ayant demandé qu'en principe seuls les Français puissent prendre part aux enchères, le gouvernement pouvant y admettre les alliés ou associés offrant toutes garanties, M. Nail lui promit que des précautions efficaces seraient prises dans les cahiers des charges.

Le Sénat s'ajourna mardi.

LA COMMISSION SÉNATORIALE
REFUSE AUX FEMMES LE DROIT DE VOTE

La commission sénatoriale chargée de l'examen des propositions relatives au vote des femmes a adopté, hier, le rapport de M. Alexandre Bérard, qui conclut au rejet des dispositions votées par la Chambre et qui accordaient aux femmes le droit de vote et l'éligibilité.

Trois propositions de MM. Louis Martin, de Las Cases et Dominique Delahaye, concernant l'organisation du vote plural, le vote familial et l'octroi du droit de vote aux veuves de la guerre, ont été également repoussées.

POUR LA PROCHAINE LÉGISLATURE

LES FRAIS ÉLECTORAUX
SERONT À LA CHARGE
DES CANDIDATS

C'est l'administration qui fera distribuer les bulletins de vote et les circulaires, mais les candidats supporteront les dépenses ainsi occasionnées.

Un pli, contenant deux bulletins et la circulaire de chaque liste, sera remis à chaque électeur avec sa carte électorale.

La Chambre a continué, hier matin, la discussion des dispositions relatives aux bulletins de vote et aux circulaires électorales, que la commission du suffrage universel veut faire insérer dans le projet sur les sectionnements. Après un débat long et confus, elle a adopté un texte aux termes duquel l'impression et la distribution des bulletins de vote et la distribution des circulaires électorales seront à la charge de l'administration.

Le préfet et la commission — dans laquelle entrent des représentants de toutes les listes — feront une estimation aussi exacte que possible des frais ainsi occasionnés et établiront la part revenant à chaque liste ; les candidats de chaque liste ou leur mandataire devront, douze jours au moins avant le jour du scrutin, justifier du versement entre les mains du comptable public désigné par le préfet, à titre de provision, d'une somme représentant la part leur incombant augmentée de 10 0/0.

Le préfet enverra aux maires, en nombre égal à celui des électeurs de chaque commune, des plus contenant deux bulletins et la circulaire de chaque liste. Chaque pli sera remis à chacun des électeurs avec la carte électorale, par les soins du maire, ou déposé à la mairie avec la carte électorale, si le destinataire n'a pas été touché par le distributeur municipal.

Les plis seront fermés. En cas de difficultés matérielles s'opposant à la remise directe par le maire, la distribution se fera par la poste, mais à un tarif spécial.

Signalons une protestation de M. Thomson :

Le mécanisme actuel va permettre bien des fraudes, dit observer l'ancien ministre. Si le Scaev-Mat l'avait eu à sa disposition, le parti républicain n'aurait certainement pas eu la majorité à la Chambre. Résumons donc que tous les préfets méditent toujours sous votre plume les bulletins et circulaires ? Croyez-vous qu'il n'y aura plus d'administration de comités ? Si le corps électoral doit être frappé de vagues, je me refuse, pour moi, à les fournir ! La discussion continuera ce matin.

LE MANDAT D'ARRÊT
CONTRE M. JUDET

Il n'aurait pas encore été signé par le commandant Abert

Le commandant Abert a poursuivi, hier après-midi, l'audition de M. Montrieux. Avec ce dernier, il a continué le dépouillement de documents sur lesquels le témoin a pu fournir quelques explications.

L'officier rapporteur a reçu ensuite M. Faralicq, commissaire aux délégations judiciaires, dont le voyage en Suisse a été retardé, et la charge de diverses commissions à accomplir.

Nous croyons savoir que la lettre de M. Judet n'était pas encore parvenue dans la soirée au Parquet et que le mandat d'arrêt contre l'ancien directeur de l'Éclair n'est pas encore signé par le commandant Abert. Celui-ci est toujours sans nouvelles de Mme Bernain de Ravisi, que l'on recherche activement à l'effet de lui envoyer une convocation.

Le commandant Abert aurait appris que M. Hans Bossard s'appellerait réellement Bossard et qu'il serait d'origine allemande. Ainsi pourraient paraître justifiés les sentiments germanophiles dont il a toujours fait état.

Les prochains voyages du
président de la République

Le président de la République doit, nous l'avons annoncé, se rendre dans l'Est à la fin de cette semaine. Le programme de déplacement est modifié ainsi qu'il suit : la visite à Nancy, pour la remise de la Légion d'honneur, et à Pont-à-Mousson, qui devait avoir lieu dimanche, est repoussée de quelques jours. C'est à Brie, Longueville et Longwy que se rendra dimanche M. Poincaré. Lundi, il visitera Saint-Mihiel et le bois d'Ailly. Avant de rentrer à Paris, il s'arrêtera à Sampigny, où sa propriété a reçu 48 chers allemands.

Le président de la République doit également visiter Arras et Lille avant le 13 octobre, date à laquelle il partira pour Londres, où il sera l'hôte du roi, à Buckingham Palace. De Londres, M. Poincaré se rendra à Glasgow, où il sera reçu par l'Université.

Armentières demande la Légion d'honneur

M. Henri Chas, maire de la ville d'Armentières, demande pour sa ville la Légion d'honneur.

HIER, AU PALAIS-BOURBON

DÉBAT MOUVEMENTÉ
A PROPOS DU TRAITÉ
DE VERSAILLES

Le discours de M. Jean Longuet provoqua de vives interruptions. MM. Clemenceau et Pichon intervinrent dans la discussion au sujet de la Russie des soviets.

Etant donné les orateurs inscrits, on ne pense pas que le vote de ratification ait lieu avant mardi ou mercredi.

Cette semaine ne verra décidément la fin de la discussion du traité de paix. M. Clemenceau prendra peut-être le rôle aujourd'hui, après M. Stephen Pichon et M. René Renoult. Mais nous avons ensuite une réponse de M. Frankin-Bouillon au président du Conseil et de nombreuses explications de vote pour les deux séances paraissent nécessaires. Le vote de ratification n'aurait donc pas avant mardi ou mercredi.

La séance d'hier fut assez mouvementée. M. Longuet, socialiste, dit les tendes

Il est à noter que M. Clemenceau, président du Conseil, dit les tendes

Il est à noter que M. Clemenceau, président du Conseil, dit les tendes

Il est à noter que M. Clemenceau, président du Conseil, dit les tendes

Il est à noter que M. Clemenceau, président du Conseil, dit les tendes

Il est à noter que M. Clemenceau, président du Conseil, dit les tendes

Il est à noter que M. Clemenceau, président du Conseil, dit les tendes

Il est à noter que M. Clemenceau, président du Conseil, dit les tendes

Il est à noter que M. Clemenceau, président du Conseil, dit les tendes

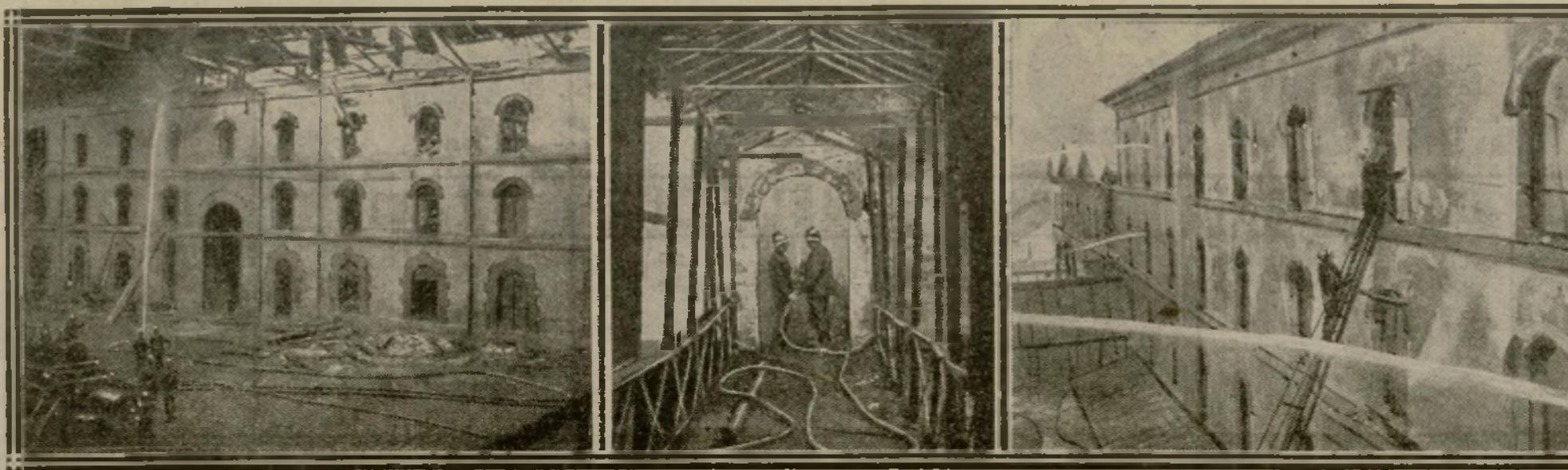
Il est à noter que M. Clemenceau, président du Conseil, dit les tendes

Il est à noter que M. Clemenceau, président du Conseil, dit les tendes

Il est à noter que M. Clemenceau, président du Conseil, dit les tendes

Il est à noter que M. Clemenceau, président du Conseil, dit les tendes

UN INCENDIE A LA MANUTENTION MILITAIRE, AVENUE DE TOKIO



Un incendie s'est déclaré, hier matin, à 7 heures, dans les magasins de la Manutention militaire de l'avenue de Tokio, ancien quai Debilly. Le feu, qui avait pris dans les caves, bâtiment de la panetterie, ce bâtiment a été complètement détruit. Vers 11 heures, les pompiers étaient maîtres du feu. Les magasins détruits ne contenaient, heureusement, qu'une quantité restreinte de vivres, dont une grande partie put être préservée. Les dégâts s'élevaient à plusieurs centaines de mille francs. Il n'y a eu aucun accident de personne.

Ayuntamiento de Madrid

